

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-plus-importante-concentration-navale-de-l-histoire-contemporaine-au-large-du-Golfe-arabo-persique>

# **La plus importante concentration navale de l'histoire contemporaine au large du Golfe arabo-persique**

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mercredi 10 octobre 2007

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Par René Naba

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) Canada, Le 21 septembre 2007

La plus importante concentration navale de l'histoire contemporaine est déployée dans la zone Golfe arabo-persique/Océan indien, dans une démonstration de force américaine sans précédent face à l'Iran, alors que le Conseil de Sécurité des Nations-Unies se penche le 21 septembre 2007 sur le programme nucléaire iranien avec en arrière plan la menace d'une intervention américaine contre le Régime islamique de Téhéran.

## 1- Les forces en présence

### A)- L'armada étasunienne

Trois porte-avions, dont un porte-avion nucléaire le Nimitz, ainsi que le Dwight Eisenhower et le John Stennis soutenus par une quarantaine de bâtiments d'escorte, et près d'une centaine d'appareils de l'aviation embarquée, ont été affectés à cette zone où ils bénéficieront de l'appui de la gigantesque infrastructure militaire étasunienne en Irak, le nouveau champ d'expérimentation de la guerre moderne US dans le Tiers-monde, de la base navale de Manama (Bahreïn), point d'ancrage de la Ve flotte étasunienne dans cette région pétrolifère, d'Israël, le partenaire stratégique des Etats-Unis dans la zone, ainsi que des bases relais de Diégo Garcia (Océan indien) et de Doha (Qatar), qui abrite le poste de commandement opérationnel du CentCom (le commandement central des Etats-Unis) et dont la compétence s'étend sur l'axe de crise qui va de l'Afghanistan au Maroc.

Cette Armada, plus substantielle que celle massée face à l'Irak, en 2003, et face à l'Afghanistan, en 2001, constitue la plus importante concentration navale depuis le déploiement occidental au large de Beyrouth, en février 1984, qui était intervenu après la prise de contrôle de la capitale libanaise par les milices chiites et les attentats anti-occidentaux contre le quartier général français du Drakkar (59 morts français) et le quartier général étasunien de l'aéroport de Beyrouth (212 Marines US tués).

Le porte-avions nucléaire Nimitz est en effet accompagné du croiseur lance-missiles Princeton et de quatre destroyers lance-missiles (Higgins, Chafee, John Paul Jones et Pinckneyes), renforcés par l'escorte des deux autres portes avions constituant « l'Entreprise Strike Group » : le destroyer U.S.S. McFoul, la frégate U.S.S. Nicholas, le croiseur cuirassé U.S.S. Leyte Gulf, le sous-marin d'attaque U.S.S. Alexandria et le bâtiment de soutien U.S.N.S. Supply », un bâtiment dont l'efficacité a été démontrée dans les affrontements en close-combat avec les forces iraniennes dans le golfe Persique.

Cette concentration tend à marquer la détermination des Etats-Unis à peser, peu ou prou, sur le programme nucléaire iranien en faisant planer la menace d'une intervention militaire. Les trois porte-avions et leur escorte devant avoir, dans l'esprit de Washington, un effet dissuasif et « empêcher et dissuader certains pays d'agir contre les intérêts nationaux des Etats-Unis ».

### B- Le dispositif iranien

Face à une telle concentration, l'Iran a aligné une flotte de sous-marins de fabrication iranienne ou russe, une flotte d'aéroglosses, l'une des plus importantes du monde, de ROV (véhicules actionnés à distance), de navires de surface de différentes tailles, d'unités aéroportées comprenant plusieurs escadrons d'hélicoptères, des dragueurs de mines et un important arsenal de missiles antinavires. La flotte sous-marine iranienne comprend également des « sous-marins de poche » de fabrication iranienne.

A en juger par un tel dispositif, tout porte à croire que l'Iran pratiquera la guérilla navale à coup d'opérations commandos, comme tend à le démontrer le dernier coup de main contre une unité britannique au printemps 2007 ou Téhéran avait réussi à capturer quinze marins anglais.

Mais au vu dispositif étasunien, l'Iran ne paraît pas devoir se contenter d'opérations de harcèlement, mais pourrait moduler sa riposte en fonction de la frappe adverse et le cas échéant compter sur son propre hinterland stratégique d'une densité démographique sans pareille pour des opérations « derrière les lignes ennemies » avec le concours de leurs alliés régionaux, notamment une large fraction de l'importante communauté chiite du Monde arabe implantée à Bahreïn, en Arabie saoudite, dans la région pétrolifère de l'est du Royaume, dans la zone pétrolière du Nord du Koweït ainsi qu'en Irak et au Liban, dans la zone limitrophe d'Israël.

Tirant les enseignements des trois dernières guerres du Golfe (1979-89), 1990-1991 et 2003), l'Iran a considérablement renforcé sa flotte militaire au cours de la dernière décennie présentant ses nouvelles réalisations au cours de ses deux dernières grandes manoeuvres navales. Lors de ces exercices, en Avril et en Août 2006, l'Iran a présenté les derniers nés de sa flotte, notamment le dernier torpilleur de patrouille, petit bâtiment efficace dans l'attaque de grands navires de guerre.

Doté d'une technologie de pointe sans doute parmi les plus avancés du monde notamment en ce qui concerne les équipements électroniques, pouvant atteindre une vitesse de pointe de 45 noeuds, le « Joshan » de même que son frère jumeau, le « Peykan », disposent d'une redoutable puissance de feu. Patrouilleur lance-missiles, armé en supplément d'un canon sous-marin de 76 mm, à usage variable, le plus moderne du monde, appelé Fajr, il peut atteindre des cibles sous-marines et aériennes distantes de 19 km. Il peut lancer également plusieurs types de missiles et des roquettes d'une portée dépassant 100 km.

L'Iran a également testé une série de missiles antinavires mer-surface, réputé être « le plus rapide du monde ». Propulsé à une vitesse de 362 km/h, le missile est destiné à détruire de grands sous-marins.

### **2- Les objectifs de guerre et les arguments des protagonistes**

Bon nombre d'observateurs inclinent à penser que le président étasunienne serait tenté par l'option militaire contre l'Iran pour « *une sortie par le haut* », selon le jargon en vigueur ans les cercles atlantistes, en vue de restaurer son prestige terni par l'échec irakien et de consacrer durablement la primauté occidentale dans la gestion des affaires du monde, alors que le leadership étasunien est ouvertement contesté par ses compétiteurs militaires et économiques, la Chine, l'Inde et à un degré moindre la Russie, l'Afrique du sud, en ce qui concerne le leadership moral sur l'Afrique, ainsi que le Brésil et le Venezuela de Hugo Chavez, pour l'Amérique Latine.

L'Iran, par effet d'aubaine, a acquis une stature de puissance régionale du fait de la politique erratique des Etats-Unis tant en Afghanistan qu'en Irak, où ses rivaux idéologiques le radicaux taliban sunnites et le laïc baasiste irakien ont été éliminés par leur ancien protecteur américain. Il entend se faire reconnaître la place qu'il estime sienne dans le concert régional, qui était en fait sienne il y trente ans lorsque les Etasuniens avaient confié au Chah d'Iran un rôle de « super gendarme » dans le golfe en proie alors à la rébellion communiste du Dhofar (Sultanat d'Oman) et à la contestation nationaliste du « Front de Libération Nationale de la Péninsule Arabique » tant en Arabie Saoudite qu'au Yémen que dans les Emirats pétroliers.

Les Etats Occidentaux considèrent, pour leur part, que la détention de l'arme atomique par l'Iran constitue une menace à la paix mondiale dans la mesure où le régime islamique de Téhéran est de nature anti-démocratique et, du fait de ses alliances avec la Syrie et le Hezbollah libanais, un facteur de subversion intégriste qu'il importe de combattre au même titre que les autres composantes de « l'axe du mal ». Ils tirent argument supplémentaire du fait

que l'Iran a ratifié le traité de non prolifération nucléaire qui lui commande de s'abstenir d'accéder à la puissance militaire nucléaire.

L'argument gagnerait en crédit si les pays occidentaux observaient la même rigueur juridique à l'égard des autres protagonistes du dossier nucléaire. L'Inde et le Pakistan, par exemple, sont l'un comme l'autre détenteur de l'arme atomique. Bien que ces deux puissances asiatiques antagonistes n'aient jamais ratifié le traité de non prolifération nucléaire, ils bénéficient néanmoins d'une forte coopération nucléaire de la part des Etats-Unis et de la France.

Il en est de même d'Israël, lui aussi non adhérent au traité de non prolifération qui a, lui aussi, bénéficié de la coopération active des Etats occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) pour se doter de l'arme atomique et dont l'arsenal s'élèverait à une centaine d'ogives.

En revanche, les Etats arabes notamment l'Egypte, a dû renoncer à l'option nucléaire sous la pression de Washington en contrepartie d'une aide annuelle d'un milliard de dollars, abandonnant de fait la maîtrise de l'espace stratégique moyen oriental à l'aviation israélienne.

En porte à faux devant leur opinion publique dont ils redouteraient un débordement, l'Egypte et la Jordanie ont été autorisés, fin 2006, dans la perspective de l'épreuve de force irano-américaine, à s'engager dans la production nucléaire à usage civil sous contrôle américain, accumulant ainsi un retard technologique de trente ans sur leur voisin israélien.

La neutralisation de l'Iran ne répondrait donc pas exclusivement à des considérations de formalisme juridique, -le respect de la légalité internationale, tant bafouée par ailleurs par les états occidentaux eux-mêmes-, mais relèverait aussi d'impératifs militaires sous jacents : le maintien d'une supériorité stratégique d'Israël sur l'ensemble des pays du Moyen-orient réunis, et, au-delà, la persistance de la mainmise occidentale sur les réserves énergétiques de l'Asie occidentale et le contrôle des nouveaux oléoducs stratégiques en construction depuis l'Asie centrale, une des motivations latentes de l'intervention américaine en Afghanistan et en Irak.

La dernière transaction militaire étasunienne

à destination du Moyen-Orient tendrait à accréditer la thèse du primat israélien qui trouve sa justification la plus récente dans le comportement de l'administration américaine à l'égard de ses amis et alliés au Moyen-orient : le président Bush a en effet promis à Israël, en Août 2007, des fournitures d'armes de l'ordre de trente milliards de dollars sur dix ans, à titre gracieux, en contrepartie de la vente d'équipements militaires d'une valeur équivalente à quatre pays arabes représentant une population de cent millions d'habitants.

Dans son approche des problèmes du Moyen-orient qu'il souhaite équilibrée, Washington offre ainsi gracieusement des armes à Israël, pourtant déjà doté de la bombe atomique, mais en vend, en revanche, à ses alliés arabes, dont il réclame pourtant avec insistance la coopération pour sortir du borbier irakien. Cette distorsion de traitement est à l'origine de bon nombre de dysfonctionnements entre les pays occidentaux et l'ensemble arabo-musulman et sa persistance à l'origine des flambées de violence cycliques anti-occidentales.

Au-delà du nucléaire iranien, La Révolution Islamique Iranienne s'est heurtée dès sa naissance, en 1979, et sous divers prétextes, à l'ostracisme occidental, d'abord via une guerre déclenchée par l'irakien Saddam Hussein encouragé en sous mains par les Etasuniens et les Français, ensuite par l'embargo de fait imposé à son économie, enfin par sa diabolisation permanente, quand bien même les Etats-Unis instrumentalisaient la frange la plus radicale de l'Islam sunnite, « les talibans » afghans, dans leur guerre contre l'Union soviétique en Afghanistan.

Ce bras de fer diplomatico-militaire intervient alors que le Moyen-Orient, déstabilisé par une série de revers militaires

américains et israéliens, est à la veille d'échéances diplomatiques capitales : l'élection d'un nouveau président au Liban, à l'automne 2007, la conférence de Paix du Moyen-orient que le Président George Bush en perte de vitesse s'emploie à mettre sur pied, à la mi-novembre, en vue de s'aménager une sortie honorable de l'Histoire, la consolidation du pouvoir politique des régimes arabes sous perfusion permanente des Etats-Unis, notamment le premier ministre libanais Fouad Siniora, le premier ministre irakien Noury al-Malki, et le président palestinien Mahmoud Abbas, ainsi que le premier ministre israélien Ehud Olmert déconsidéré par ses déboires militaires au Liban, en juillet 2006.

### 3- La position française et l'alarmisme de Bernard Kouchner, « un tiers mondiste, deux tiers mondain »

Dans ce contexte hautement volatile, un homme s'est distingué gravement, Bernard Kouchner, le nouveau ministre français des Affaires étrangères. Aux vertus préventives de la diplomatie, dont il devrait être, es qualité, le parangon, ce médecin urgentiste secouriste des misères du monde paraît préférer les avantages d'un bellicisme purificateur, suscitant l'émotion de la communauté diplomatique internationale par des propos alarmistes sur l'Iran le 15 septembre.

De retour d'une visite en Israël, et relayant sans doute les préoccupations de ses interlocuteurs, Bernard Kouchner, ce récidiviste en la matière, partisan auparavant d'une intervention musclée en Irak pour évincer Saddam Hussein, n'a pas écarté l'hypothèse d'une guerre contre l'Iran rejoignant en cela les thèses atlantistes de son nouveau mentor Nicolas Sarkozy, auteur d'une équation aussi sommaire que rudimentaire « *la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran* », seul dirigeant au Monde d'ailleurs à adopter ouvertement sur ce thème un lexique identique aux Israéliens, désignant Gaza de « Hamastan » et le Hezbollah libanais de « terroriste ».

Ce grand bourgeois parisien, -« un tiers mondiste, deux tiers mondain », selon le jugement charitable de ses anciens compagnons de route-, a souvent témoigné de son intérêt pour les minorités ethniques, avec une prédilection pour celles situées dans les zones pétrolifères, le Biafra (Nigéria), le Kurdistan (Irak), le Darfour (Soudan), mais ce transfuge socialiste humanitariste a réussi le tour de force de blanchir, contre toute évidence, la junte birmane de l'accusation d'esclavage des jeunes travailleurs dans un rapport commandité par la firme pétrolière française « Total ».

Toute honte bue, il n'a pas hésité, non plus, à revendiquer le bénéfice de la politique menée par son prédécesseur Dominique de Villepin, qu'il couvrait pourtant de sarcasme, ainsi que son nouveau parrain, pour son hostilité à l'invasion étasunienne de l'Irak.

Le Quai d'Orsay, souvent brocardé pour sa frilosité, s'est mû en antre d'ultra-faucons avec la propulsion de Bernard Kouchner à sa tête et la promotion de l'ancien ambassadeur de France à Tel-Aviv, **Gérard Araud**, au poste de Directeur des Affaires politiques, celle de son adjoint, **Michel Miraillet**, ancien deuxième conseiller à Tel-Aviv, au poste de Directeur des affaires internationales et stratégiques (AIS) au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), en charge de la synthèse stratégique quotidienne, celle enfin de **Thérèse Delpech**, la nouvelle théoricienne de l'« Empire du mal absolu » représenté, selon elle, par le quatuor diabolique : Iran ,Syrie, Hezbollah libanais et Hamas palestinien).

A ce vétéran au comportement néophyte, et à ses collaborateurs d'un néo-conservatisme déconsidéré par ses multiples avatars en Afghanistan et en Irak, une salutaire piqûre de rappel s'impose pour qu'aux rodomontades si égoïstement valorisantes au départ mais coûteuses en fin de compte se substitue la prise en considération des intérêts des divers protagonistes.

### 4- La sortie de crise

Il est vain et illusoire de compartimenter les problèmes du Moyen-orient, de découpler le conflit d'Irak de celui de la Palestine ou du Liban. Les combats croisés menés par les Etats-Unis pour le compte d'Israël en Irak et d'Israël pour le compte des Etats-Unis au Liban, de même que le propre combat mené par Israël pour son compte avec le soutien étasunien contre les Palestiniens relèvent d'une même intrication dont l'élément central demeure la revendication nationale palestinienne à un Etat viable, indépendant et souverain.

Il est tout aussi vain et illusoire de jouer la division des peuples dans l'adversité et d'attiser la rivalité séculaire entre sunnisme et chiite à la faveur des incessants retournements d'alliance américains en Irak. La démarcation majeure contemporaine de l'Orient ne réside pas dans la fallacieuse distinction entre la « modération » présumée des régimes arabes proétasuniens sunnites et le « totalitarisme » ou l'« intégrisme » de leurs adversaires chiites.

L'antagonisme n'est pas, dans son aspect primordial, de nature religieux, mais se situe au niveau d'une éthique de gouvernement. En Palestine, le combat de libération contre l'occupation israélienne est mené exclusivement par des Sunnites que cela soit le Fatah ou le Hamas. Mais la différence entre ces deux formations sunnites n'est pas un problème d'intégrisme religieux mais d'intégrité politique

Un *modus vivendi* opératoire aussi bien en Irak, qu'au Liban que dans le Golfe visant à une stabilisation de la sphère arabo-musulmane constituerait un prélude à des efforts conjugués non vers la neutralisation de la capacité nucléaire iranienne mais vers la dénucléarisation d'Israël et de l'ensemble du Moyen Orient en vue de déblayer la voie à la promotion d'un règlement d'ensemble des problèmes régionaux, en tête desquels le problème palestinien.

Les pays arabes ont dépensé mille cinq cent milliards de dollars dans le domaine de l'armement au cours du dernier quart du vingtième siècle sans se doter ni de la capacité nucléaire, ni de la capacité spatiale ni d'une capacité de projection de force. Plutôt que d'ameuter la planète de leurs jérémiades, ou de se placer dans le sillage de maîtres occidentaux successifs, ils seraient avisés de prendre exemple sur l'Iran et de se doter d'une capacité de dissuasion à l'effet de rétablir la parité stratégique avec Israël et de forcer ainsi le respect des autres pays et du reste du monde.

### **5- Le précédent historique du déploiement occidental de Beyrouth, en 1984**

La dernière grande concentration navale au Moyen-Orient, en février 1984, s'est produite avec une participation significative de la France, avec la présence du porte-avions « Clemenceau » et ses avions « super-étendards », avant le rocambolesque feuilleton de son désamiantage, en 2006, et de six bâtiments d'escorte : la frégate « Duquesne », l'escorteur d'escadre « d'Estrée », le bâtiment de soutien logistique « La Rance », un transport de chalands de débarquement (BDC), deux bâtiments de débarquement d'infanterie et de chars (EDIC) 9070 et 0094 et le pétrolier « La Meuse ».

Vingt trois ans après, la nouvelle armada américaine se déploie en l'absence de la moindre unité française en accompagnement amical, sauf à dérouter de l'Afghanistan vers l'Iran l'escadrille aérienne basée au Kandahar en soutien aux opérations militaires américaines au Régime de Kaboul. Le fleuron de la flotte le porte-avions, le « Charles de Gaulle » est en phase de révision, absent du Golfe comme lors de l'intervention américaine en Afghanistan.

Au delà de l'infléchissement géostratégique de la nouvelle diplomatie française, cette évolution, pour bon nombre d'observateurs du Moyen-orient, signe symboliquement la contribution de la France aux affaires du monde, en la confinant à un rôle déclamatoire dont elle devrait user sinon avec sagesse du moins avec parcimonie.

En guise d'épilogue à la démonstration de force occidentale de Beyrouth, en 1984, Etasuniens et Français ont dû subir les affres de la spirale des otages occidentaux au Liban (1984-1988), la vague des attentats de Paris

## La plus importante concentration navale de l'histoire contemporaine au large du Golfe arabo-persique

(1986-1987), la guerre des ambassades entre Paris et Téhéran (1987), l'assassinat du Général Rémy Audran, un des responsables de la Direction Générale de l'Armement, le scandale de l'Irangate, la vente clandestine d'armes étasuniennes à l'Iran sous embargo, le scandale Luchoire en France relatif à la vente du matériel de guerre français à l'Iran.....La liste n'est pas limitative.

Le reste, connu, se passe de commentaires.

---

\* **René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : -« Aux origines de la tragédie arabe"- Editions Bachari 2006. - "Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français"- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000). « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998).

*Post-scriptum :*

*nada*